

Les conseils ouvriers

1936

(*International Council Correspondance*, Vol. 2, n° 5, avril 1936. Rédigé en anglais sous le pseudonyme de John Harper, abrégé en J.H.).

La classe ouvrière en lutte a besoin d'une organisation qui lui permette de comprendre et de discuter, à travers laquelle elle puisse prendre des décisions et les faire aboutir et grâce à laquelle elle puisse faire connaître les actions qu'elle entreprend et les buts qu'elle se propose d'atteindre.

Certes, cela ne signifie pas que toutes les grandes actions et les grèves générales doivent être dirigées à partir d'un bureau central, ni qu'elles doivent être menées dans une atmosphère de discipline militaire. De tels cas peuvent se produire, mais le plus souvent les grèves générales éclatent spontanément, dans un climat de combativité, de solidarité et de passion, pour répondre à quelque mauvais coup du système capitaliste ou pour soutenir des camarades. De telles grèves se répandent comme un feu dans la plaine.

Pendant la première Révolution russe, les mouvements de grève connurent une succession de hauts et de bas. Les plus réussis furent souvent ceux qui n'avaient pas été décidés à l'avance, alors que ceux qui avaient été déclenchés par les comités centraux étaient en général voués à l'échec.

Pour s'unir en une force organisée, les grévistes en action ont besoin d'un terrain d'entente. Ils ne peuvent s'attaquer à la puissante organisation du pouvoir capitaliste s'ils ne présentent pas à leur tour une organisation fortement structurée, s'ils ne forment pas un bloc solide en unissant leurs forces et leurs volontés, s'ils n'agissent pas de concert. Là est la difficulté. Car lorsque des milliers et des millions d'ouvriers ne forment plus qu'un corps uni, ils ne peuvent être dirigés que par des fonctionnaires qui agissent en leur nom. Et nous avons vu que ces représentants deviennent alors les maîtres de l'organisation et cessent d'incarner les intérêts révolutionnaires des travailleurs.

Comment la classe ouvrière peut-elle, dans ses luttes révolutionnaires, rassembler ses forces dans une puissante organisation sans s'enliser dans le borbier de la bureaucratie ? Nous répondrons à cette question en en posant une autre : lorsque les ouvriers se bornent à payer leurs cotisations et à obéir aux dirigeants, peut-on dire qu'ils se battent véritablement pour leur liberté ?

Se battre pour la liberté, ce n'est pas laisser les dirigeants décider pour soi, ni les suivre avec obéissance, quitte à les réprimander de temps en temps. Se battre pour la liberté, c'est participer dans toute la mesure de ses moyens, c'est penser et décider par soi-même, c'est prendre toutes les responsabilités en tant que personne, parmi des camarades égaux. Il est vrai que penser par soi-même, décider de ce qui est vrai et de ce qui est juste, constitue pour le travailleur dont l'esprit est fatigué par le labeur quotidien la tâche la plus ardue et la plus difficile ; bien plus exigeante que s'il se borne à payer et à obéir. Mais c'est l'unique vole vers la liberté. Se faire libérer par d'autres, qui font de cette libération un instrument de domination, c'est simplement remplacer les anciens maîtres par de nouveaux.

Pour atteindre leur but – la liberté – les travailleurs devront pouvoir diriger le monde ; ils devront savoir utiliser les richesses de la terre de manière à la rendre accueillante pour tous. Et ils ne pourront le faire tant qu'ils ne sauront se battre par eux-mêmes.

La révolution prolétarienne ne consiste pas seulement à détruire le pouvoir capitaliste. Elle exige aussi que l'ensemble de la classe ouvrière émerge de sa situation de dépendance et d'ignorance pour accéder à l'indépendance et pour bâtir un monde nouveau.

La véritable organisation dont ont besoin les ouvriers dans le processus révolutionnaire est une organisation dans laquelle chacun participe, corps et âme, dans l'action comme dans la direction, dans laquelle chacun pense, décide et agit en mobilisant toutes ses facultés – un bloc uni de personnes pleinement responsables. Les dirigeants professionnels n'ont pas place dans une telle organisation. Bien entendu, il faudra obéir : chacun devra se conformer aux décisions qu'il a lui-même contribué à formuler. Mais la totalité du pouvoir se concentrera toujours entre les mains des ouvriers eux-mêmes.

Pourra-t-on jamais réaliser une telle organisation ? Quelle en sera la structure ? Il n'est point nécessaire de tenter d'en définir la forme, car l'histoire l'a déjà produite : elle est née de la pratique de la lutte des classes. Les comités de grève en sont la première expression, le prototype. Lorsque les grèves atteignent une certaine importance, il devient impossible que tous les ouvriers participent à la même assemblée. Ils choisissent donc des délégués qui se regroupent en un comité. Ce comité n'est que le corps exécutif des grévistes ; il est constamment en liaison avec eux et doit exécuter les décisions des ouvriers. Chaque délégué est révocable à tout instant et le comité ne peut jamais devenir un pouvoir indépendant. De cette façon, l'ensemble des grévistes est assuré d'être uni dans l'action tout en conservant le privilège des décisions. En règle générale, les syndicats et leurs dirigeants s'emparent de la direction des comités.

Pendant la révolution russe lorsque les grèves éclataient de façon intermittente dans les usines les grévistes choisissaient des délégués qui s'assemblaient au nom de toute une ville, ou encore de l'industrie ou des chemins de fer de toute une province, afin d'apporter une unité au combat. Leur première tâche était de discuter des questions politiques et d'assumer des fonctions politiques, car les grèves étaient essentiellement dirigées contre le tsarisme. Ces comités étaient appelés soviets, ou conseils. On y discutait en détail de la situation présente, des intérêts de tous les travailleurs et des événements politiques. Les délégués faisaient constamment la navette entre l'assemblée et leurs usines. Pour leur part, les ouvriers participaient à des

assemblées générales dans lesquelles ils discutaient des mêmes questions, prenaient des décisions et souvent désignaient de nouveaux délégués. Des socialistes capables étaient choisis comme secrétaires ; leur rôle était de conseiller en se servant de leurs connaissances plus étendues. Ces soviets faisaient souvent office de forces politiques, sorte de gouvernement primitif, chaque fois que le pouvoir tsariste se trouvait paralysé et que les dirigeants désorientés leur laissaient le champ libre. Ils devinrent ainsi le centre permanent de la révolution ; ils étaient composés des délégués de toutes les usines, qu'elles soient en grève ou en fonctionnement. Ils ne pouvaient envisager de devenir jamais un pouvoir indépendant, car les membres y étaient souvent changés ; parfois même le soviet entier était remplacé. Ils savaient en outre que tout leur pouvoir était aux mains des travailleurs ; ils ne pouvaient les obliger à se mettre en grève et leurs appels n'étaient pas suivis s'ils ne coïncidaient pas avec les sentiments instinctifs des ouvriers qui savaient spontanément s'ils étaient en situation de force ou de faiblesse, si l'heure était à la passion ou à la prudence. C'est ainsi que le système des soviets a montré qu'il était la forme d'organisation la plus appropriée pour la classe ouvrière révolutionnaire. Ce modèle devait être immédiatement adopté en 1917 ; les soviets de soldats et d'ouvriers se constituèrent à travers tout le pays et furent la véritable force motrice de la révolution.

L'importance révolutionnaire des soviets se vérifia à nouveau en Allemagne, lorsqu'en 1918, après la décomposition de l'armée, des soviets d'ouvriers et de soldats furent créés sur le modèle russe. Mais les ouvriers allemands, qui avaient été habitués à la discipline de parti et de syndicat et dont les buts politiques immédiats étaient modelés d'après les idéaux sociaux-démocrates de république et de réforme, désignèrent leurs dirigeants syndicaux et leurs leaders de parti à la tête de ces conseils. Ils avaient su se battre et agir correctement par eux-mêmes, mais ils manquèrent d'assurance et se choisirent des chefs remplis d'idéaux capitalistes – ce qui gâche toujours les choses. Il n'est donc pas surprenant qu'un « congrès des conseils » décida d'abdiquer en faveur d'un nouveau parlement, dont l'élection devait suivre aussitôt que possible.

Nous voyons clairement comment le système des conseils ne peut fonctionner que lorsque l'on se trouve en présence d'une classe ouvrière révolutionnaire. Tant que les ouvriers n'ont pas l'intention de poursuivre la révolution, ils n'ont que faire des soviets. Si les ouvriers ne sont pas suffisamment avancés pour découvrir la voie de la révolution, s'ils se contentent de voir leurs dirigeants se charger de tous les discours, de toutes les médiations et de toutes les négociations visant à l'obtention de réformes à l'intérieur du système capitaliste, les parlements, les partis et les congrès syndicaux – encore appelés parlements ouvriers parce qu'ils fonctionnent d'après le même principe – leur suffisent amplement. Par contre, s'ils mettent toutes leurs énergies au service de la révolution, s'ils participent avec enthousiasme et passion à tous les événements, s'ils pensent et décident pour eux-mêmes de tous les détails de la lutte parce qu'elle sera leur oeuvre, dans ce cas, les conseils ouvriers sont la forme d'organisation dont ils ont besoin.

Ceci implique également que les conseils ouvriers ne peuvent être constitués par des groupes révolutionnaires. Ces derniers ne peuvent qu'en propager l'idée, en expliquant à leurs camarades ouvriers que la classe ouvrière en lutte doit s'organiser en conseils. La naissance des conseils ouvriers prend place avec la première action de caractère révolutionnaire ; leur importance et leurs fonctions croissent à mesure que se développe la révolution. Dans un premier temps ils peuvent n'être que de simples comités de grève, constitués pour lutter contre les dirigeants syndicalistes, lorsque les grèves vont au-delà des intentions de ces derniers et que les grévistes refusent de les suivre plus longtemps.

Les fonctions de ces comités prennent plus d'ampleur avec les grèves générales. Les délégués de toutes les usines sont alors chargés de discuter et de décider de toutes les conditions de la lutte ; ils doivent tenter de transformer les forces combattives des ouvriers en des actions réfléchies, et voir comment elles pourront réagir contre les mesures gouvernementales et les agissements de l'armée et des cliques capitalistes. Tout au long de la grève, les décisions seront ainsi prises par les ouvriers eux-mêmes. Toutes les opinions, les volontés, les disponibilités, et les hésitations des masses ne font plus qu'un tout à l'intérieur de l'organisation conseiliste. Celle-ci devient le symbole, l'interprète du pouvoir des travailleurs ; mais elle n'est aussi que le porte-parole qui peut être révoqué à tout moment. D'organisation illégale de la société capitaliste, elle devient une force véritable, dont le gouvernement doit désormais tenir compte.

A partir du moment où le mouvement révolutionnaire acquiert un pouvoir tel que le gouvernement en est sérieusement affecté, les conseils ouvriers deviennent des organes politiques. Dans une révolution politique, ils incarnent le pouvoir ouvrier et doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour affaiblir et pour vaincre l'adversaire. Tels une puissance en guerre, il leur faut monter la garde sur l'ensemble du pays, afin de ne pas perdre de vue les efforts entrepris par la classe capitaliste pour rassembler ses forces et vaincre les travailleurs. Ils doivent en outre s'occuper de certaines affaires publiques qui étaient autrefois gérées par l'Etat : la santé et la sécurité publique, de même que le cours interrompu de la vie sociale. Ils ont enfin à prendre la production en main, ce qui représente la tâche la plus importante et la plus ardue de la classe ouvrière en situation révolutionnaire.

Aucune révolution sociale n'a jamais commencé comme un simple changement de dirigeants politiques qui, après avoir conquis le pouvoir, procèdent aux changements sociaux nécessaires à l'aide de nouvelles lois. La classe montante a toujours bâti, avant et pendant la lutte, les nouvelles organisations qui ont émergé des anciennes tels des bourgeons sur un tronc mort. Pendant la révolution française, la nouvelle classe capitaliste, les citoyens, les hommes d'affaire, les artisans, construisirent dans chaque ville et village des assemblées communales et des cours de justice qui étaient illégales à l'époque et ne faisaient qu'usurper les fonctions des fonctionnaires royaux devenus impuissants. Et tandis qu'à Paris les délégués de ces assemblées élaboraient la nouvelle constitution, les citoyens à travers tout le pays œuvraient à la véritable constitution en tenant des réunions politiques et en mettant sur pied des organisations politiques qui devaient par la suite être légalisées.

Et de même, dans la révolution prolétarienne, la nouvelle classe montante doit-elle créer ses nouvelles formes d'organisation qui, petit à petit, au cours du processus révolutionnaire, viendront remplacer l'ancienne organisation étatique. En tant que nouvelle forme d'organisation politique, le conseil ouvrier prend finalement la place du parlementarisme, forme politique du régime capitaliste.

Théoriciens capitalistes et sociaux-démocrates s'entendent à voir dans la démocratie parlementaire le parfait modèle de la démocratie, conforme aux principes de justice et d'égalité. En réalité, ce n'est là qu'une manière de déguiser la domination capitaliste qui fait fi de toute justice et de toute égalité. Seul le système conseilliste constitue la véritable démocratie ouvrière.

La démocratie parlementaire est une démocratie abjecte. Le peuple ne peut choisir ses délégués et voter qu'une fois tous les quatre ou cinq ans ; et gare à lui s'il ne choisit pas l'homme qu'il faut ! Les électeurs ne peuvent exercer leur pouvoir qu'au moment du vote ; le reste du temps, ils sont impuissants. Les délégués désignés deviennent les dirigeants du peuple ; ils décrètent les lois, forment les gouvernements, et le peuple n'a plus qu'à obéir. En règle générale, la machine électorale est conçue de telle façon que seuls les grands partis capitalistes, puissamment équipés, ont une chance de gagner. Il est très rare que des groupes de véritables opposants du régime obtiennent quelques sièges.

Avec le système des soviets, chaque délégué peut être révoqué à tout instant. Les ouvriers ne sont pas seulement constamment en contact avec leurs délégués, participant aux discussions et aux décisions, mais ceux-ci ne sont encore que les porte-parole temporaires des assemblées conseillistes. Les politiciens capitalistes ont beau jeu de dénoncer le rôle « dépourvu de caractère » du délégué qui est parfois obligé d'émettre des opinions qui ne sont pas les siennes. Ils oublient que c'est précisément parce qu'il n'y a pas de délégué à vie que seuls sont désignés à ce poste les individus dont les opinions sont conformes à celles des travailleurs.

La représentation parlementaire part du principe que le délégué au parlement doit agir et voter selon sa propre conscience et sa propre conviction. S'il lui arrive de demander l'avis de ses électeurs, c'est uniquement parce qu'il fait montre de prudence. C'est à lui et non au peuple qu'incombe la responsabilité des décisions. Le système des soviets fonctionne sur le principe inverse : les délégués se bornent à exprimer les opinions des travailleurs.

Les élections parlementaires regroupent les citoyens d'après leur circonscription électorale – c'est-à-dire d'après leurs lieux d'habitation. Ainsi des individus de métiers ou de classes différentes et qui n'ont rien en commun si ce n'est qu'ils sont voisins, sont rassemblés artificiellement dans un groupe et représentés par un seul délégué.

Dans les conseils, les ouvriers sont représentés dans leurs groupes d'origine d'après l'usine, l'atelier ou le complexe industriel dans lequel ils travaillent. Les ouvriers d'une usine constituent une unité de production ; ils forment un tout de par leur travail collectif. En période révolutionnaire, ils se trouvent donc immédiatement en contact pour échanger leurs points de vue : ils vivent dans les mêmes conditions et possèdent des intérêts communs. Ils doivent agir de concert ; c'est à eux de décider si l'usine, en tant qu'unité, doit être en grève ou en fonctionnement. L'organisation et la délégation des travailleurs dans les usines et les ateliers est donc la seule forme possible.

Les conseils sont en même temps le garant de la montée du communisme dans le processus révolutionnaire. La société est fondée sur la production, ou, plus correctement, la production est l'essence même de la société, et par conséquent, la marche de la production détermine la marche de la société. Les usines sont des unités de travail, des cellules qui constituent la société. La principale tâche des organismes politiques (organismes dont dépend la marche de la société) est étroitement liée au travail productif de la société. Il va par conséquent de soi que les travailleurs, dans leurs conseils, discutent de ces questions et choisissent leurs délégués dans leurs unités de production.

Toutefois, il ne serait pas exact de dire que le parlementarisme, forme politique du capitalisme, n'est pas fondé sur la production. En fait, l'organisation politique est toujours modelée selon le caractère de la production, assise de la société. La représentation parlementaire qui se décide en fonction du lieu d'habitation appartient au système de la petite production capitaliste, dans lequel chaque homme est censé posséder sa petite entreprise. Dans ce cas, il existe un rapport entre tous les hommes d'affaires d'une circonscription : ils commercent entre eux, vivent en voisins, se connaissent les uns les autres et par conséquent désignent un délégué parlementaire commun. Tel est le principe du régime parlementaire. Nous avons vu que par la suite ce système s'est avéré le meilleur pour représenter les intérêts de classe à l'intérieur du capitalisme.

D'un autre côté, nous voyons clairement aujourd'hui pourquoi les délégués parlementaires devaient s'emparer du pouvoir politique. Leur tâche politique n'était qu'une part infime de l'œuvre de la société. La plus importante, le travail productif, incombait à tous les producteurs séparés, citoyens comme hommes d'affaires ; elle exigeait quasiment toute leur énergie et tous leurs soins. Lorsque chaque individu s'occupait de ses propres petites affaires, la société se portait bien. Les lois générales, conditions nécessaires mais de faible portée, pouvaient être laissées à la charge d'un groupe (ou profession) spécialisé, les politiciens. L'inverse est vrai en ce qui concerne la production communiste. Le travail productif collectif devient la tâche de la société tout entière, et concerne tous les travailleurs. Toute leur énergie et tous leurs soins ne sont pas au service de travaux personnels, mais de l'œuvre collective de la société. Quant aux règlements qui régissent cette œuvre collective, ils ne peuvent être laissés entre les mains de groupes spécialisés ; car il en va de l'intérêt vital de l'ensemble des travailleurs.

Il existe une autre différence entre les systèmes parlementaire et conseilliste. La démocratie parlementaire accorde une voix à chaque homme adulte – et parfois à chaque femme – en invoquant le droit suprême et inviolable de tout individu à appartenir à la race humaine – comme le disent si bien les discours cérémoniels. Dans les soviets au contraire, seuls les ouvriers sont représentés. Faut-il en conclure que le système conseilliste n'est pas réellement démocratique puisqu'il exclut les autres classes de la société ?

L'organisation conseilliste incarne la dictature du prolétariat. Il y a plus d'un demi-siècle, Marx et Engels ont expliqué comment la révolution sociale devait amener la dictature du prolétariat et comment cette nouvelle expression politique était indispensable à l'introduction de changements nécessaires dans la société. Les socialistes qui ne pensent qu'en termes de représentation parlementaire, ont cherché à excuser ou à critiquer cette infraction à la démocratie et l'injustice qui consiste selon eux à refuser le droit de vote à certaines personnes sous prétexte qu'elles appartiennent à des classes différentes. Nous pouvons voir aujourd'hui comment le processus de la lutte de classes engendre naturellement les organes de cette dictature :

les soviets.

Il n'y a rien d'injuste à ce que les conseils, organes de lutte d'une classe ouvrière révolutionnaire, ne comprennent pas de représentants de la classe ennemie. Dans une société communiste naissante il n'y a pas de place pour les capitalistes ; ils doivent disparaître et ils disparaîtront. Quiconque participe au travail collectif est membre de la collectivité et participe aux décisions. Les individus qui se tiennent à l'écart du processus collectif de production sont, de par la structure même du système conseilliste, automatiquement exclus des décisions. Ce qui reste des anciens exploiters et voleurs n'a pas de voix dans le contrôle de la production.

Il existe d'autres classes de la société qui ne peuvent être rangées ni avec les travailleurs, ni avec les capitalistes. Ce sont les petits fermiers, les artisans indépendants, les intellectuels. Dans les luttes révolutionnaires, ils oscillent de droite et de gauche, mais dans l'ensemble ils ne sont guère importants car ils ont peu de pouvoir. Ce sont essentiellement leurs formes d'organisation et leurs buts qui sont différents. La tâche de la classe ouvrière en lutte sera de sympathiser avec eux ou de les neutraliser – si cela est possible sans se détourner des buts véritables – ou encore, si nécessaire, de les combattre résolument ; elle devra décider de la meilleure façon de les traiter, avec fermeté mais aussi avec équité. Dans la mesure où leur travail est utile et nécessaire, ils trouveront leur place dans le système de production et pourront ainsi exercer leur influence d'après le principe que tout travailleur a une voix dans le contrôle du travail.

Engels avait écrit que l'Etat disparaîtrait avec la révolution prolétarienne ; qu'au gouvernement des hommes succéderait l'administration des choses. A l'époque, il n'était guère possible d'envisager clairement comment la classe ouvrière prendrait le pouvoir. Mais nous avons aujourd'hui la preuve de la justesse de cette vue. Dans le processus révolutionnaire, l'ancien pouvoir étatique sera détruit et les organes qui viendront le remplacer, les conseils ouvriers, auront certainement pour quelque temps encore des pouvoirs politiques importants afin de combattre les vestiges du système capitaliste. Toutefois, leur fonction politique se réduira graduellement en une simple fonction économique : l'organisation du processus de production collective des biens nécessaires à la société.